

Extract of FSU de la Nièvre

<http://sd58.fsu.fr/Des-promesses-de-dialogue.html>

Des promesses de dialogue

- Dans la Nièvre - Instances de concertation - CDEN -

Publication date: jeudi 10 novembre 2011

Copyright © FSU de la Nièvre - Tous droits réservés

Le 10 novembre 2011, s'est tenu un CDEN avec deux nouveaux présidents de séance : le préfet, M.Daniel MATALON et la vice-présidente du Conseil Général, Mme Colette Mongiat. Cette réunion a permis d'échanger sur quelques sujets mais a surtout été l'occasion de se promettre des débats plus longs sur des sujets plus intéressants que l'analyse des chiffres de la rentrée que nous avons faite pendant ce CDEN.

Tout comme nous le faisons déjà dans "l'autre CDEN" (et comme nous allons continuer à le faire), les membres du CDEN pourront ainsi échanger sur l'avenir du maillage des écoles de la Nièvre, analyser les expérimentations en cours, débattre de l'utilisation de l'informatique et des technologies de l'information...

Ce CDEN a aussi été l'occasion de revenir sur des dysfonctionnements notés par les uns ou les autres en cette rentrée. À noter que les délégués de la FSU ont lié toutes leurs interventions au mal-être d'un nombre toujours plus grand de personnels.

Si nos collègues syndicaux sont revenus sur les perturbations et les problèmes du vote aux élections professionnelles de l'Education Nationale, les délégués de la FCPE se sont plaint avec vigueur du non-respect des textes concernant l'organisation des élections de représentants de parents d'élèves. Ils ont visé principalement les directeurs d'écoles de Nevers, accusant certains d'entre eux (sans les nommer) de "potentats" ou de mener des manoeuvres afin de les éliminer. Nous sommes intervenus pour dire que le retour de la FCPE dans les écoles était une bonne nouvelle que nous appuyons mais qu'elle ne se ferait pas du jour au lendemain et que par ailleurs ces problèmes étaient aussi le reflet du problème plus général de la direction d'école où l'augmentation des tâches pouvait faire que certaines étaient "oubliées".

Autre sujet polémique de ce CDEN, la situation de l'accueil des élèves dans les internats nivernais : la FSU a exposé les problèmes rencontrés par certaines équipes dus à des comportements d'élèves -en détresse sociale et psychologique - inadéquats et des réponses inappropriés (certains sont devenus des "lieux d'apprentissage à la délinquance").

Pour le Conseil Général, Mme Mongiat a fait part de l'augmentation des dégradations dans les internats relevées par ces services et elle-même. Les parents de la FCPE renchérissant en demandant que le nombre d'adultes dans les établissements scolaires cessent de diminuer, obligeant certains responsables d'établissements à fermer des toilettes ! Pour conclure ce sujet la FSU a demandé que des heures soient dégagées pour former les assistants d'éducation et apprendre à travailler en équipe.

PS:

Déclaration de la FSU 58

L'encadrement des élèves, la prise en compte de l'échec scolaire, la rémunération et le niveau de formation des enseignants, la reproduction des inégalités sociales sont autant de domaines dans lesquels l'École publique française est dans les dernières de la classe. Plus aucun rapport, autre que ceux commandités et autorisés par notre ministre, ne montre notre système scolaire sous un bon jour.

Malgré ces alertes et les signaux de détresse que nous lançons jour après jour, le gouvernement poursuit inexorablement sa politique de destruction massive de postes. 14280 suppressions sont encore prévues au budget 2012.

Les conséquences sont multiples :

- ▶ *Les effectifs des classes augmentent.*
- ▶ *Les enfants de moins de trois ans sont de moins en moins scolarisés, même là où la scolarisation précoce devrait être une priorité absolue.*
- ▶ *La suppression de 3000 postes dans les RASED au plan national conduit au renoncement à faire réussir tous les élèves. L'inadéquation des dispositifs d'aide personnalisée mis en oeuvre ces deux dernières années montre que les élèves ont besoin d'autre chose que d'un soutien scolaire, aussi bien intentionné soit-il.*
- ▶ *2000 suppressions de postes vont asphyxier le remplacement. Combien dans la Nièvre ?*

Des promesses de dialogue

Dans le second degré, les 6550 postes à faire disparaître vont entraîner une dégradation à tous les niveaux de l'offre d'enseignement :

Combien d'élèves en plus dans les classes ?

Combien d'heures dues aux enseignants non accordées ?

Combien de formations professionnelles en moins ?

Avec ces mesures, la situation des élèves en difficulté et en grandes difficultés ne peut que s'aggraver, laissant les enseignants et les familles désemparés. Le renvoi du traitement de cette difficulté à l'extérieur de l'école, dans des structures publiques et privées, aggrave les inégalités sociales et territoriales.

Ajoutons à cela le décret relatif à l'organisation académique, qui fera du recteur la seule autorité ayant compétence ; ce qui éloignera encore un peu plus les usagers et les personnels de l'administration des écoles, collèges et lycées.

L'impact sur nos échanges est certain : : quid des relations avec les syndicats d'enseignants, les fédérations de parents d'élèves, les collectivités territoriales.

Sur le plan pédagogique comment répondre aux besoins des territoires, au creusement des inégalités, aux ambitions que nous portons pour l'école ?

La suppression des postes engendrée par ce budget nuira encore plus aux conditions de travail au sein de l'Education Nationale et par voie de conséquence à celles des élèves.

Puisque nous en venons aux conditions de travail, je ne voudrais pas manquer d'alerter à nouveau Monsieur l'Inspecteur d'Académie quant au mal-être au travail des personnels et de redire ici notre forte inquiétude.

Comme d'autres institutions, l'école et ses personnels sont de plus en plus soumis à la pression (à cause d'effectifs de classes plus lourds, d'exigences de résultats plus fortes, de tensions sur l'autorité et la permissivité, de prescriptions institutionnelles plus pressantes, de la multiplication des tâches, à ce propos, les directeurs arrivent à saturation, l'aide administrative supprimée n'y est pas étrangère...) mais ils sont aussi de plus en plus soumis à la critique. Sans y être préparé il est facile de prendre pour soi les critiques qui en fait sont destinées à l'institution. Le sentiment d'absence de reconnaissance professionnelle amplifie ce mal-être, amplifie le malaise qui s'installe maintenant durablement dans les salles des profs.

Les mesures prises par le ministère de l'éducation nationale sont insuffisantes, la prévention est défailante. La FSU demande que le ministère de l'Education nationale agisse - et a des propositions en ce sens- avant que de nouveaux drames ne surviennent.